

5° Du compte personnel de formation.

Section 2 : Obligation de financement des employeurs d'au moins onze salariés

L. 6331-3

LOI n°2021-1900 du 30 décembre 2021 - art. 121 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'employeur d'au moins onze salariés s'acquitte de la contribution à la formation professionnelle mentionnée au 2° de l'article **L. 6131-2** du présent code par le versement de 1 % du montant du revenu d'activité retenu pour le calcul des cotisations sociales mentionnées à l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale et à l'article L. 741-10 du code rural et de la pêche maritime.

Cette contribution est recouvrée dans les conditions prévues au I de l'article **L. 6131-3** du présent code, selon la périodicité applicable en matière de cotisations et de contributions de sécurité sociale.

L. 6331-4

Ordonnance n°2021-797 du 23 juin 2021 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La contribution mentionnée à l'article **L. 6331-3** est dédiée au financement :

- 1° De l'alternance ;
- 2° Du conseil en évolution professionnelle pour les actifs occupés du secteur privé ;
- 3° Du développement des compétences des salariés des entreprises de moins de cinquante salariés ;
- 4° De la formation des demandeurs d'emploi ;
- 5° Du compte personnel de formation.

L. 6331-5

LOI n°2018-771 du 5 septembre 2018 - art. 37 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Pour les entreprises de travail temporaire, le taux mentionné au premier alinéa de l'article **L. 6331-3** est fixé à 1,30 %.

Cette contribution fait l'objet de la répartition suivante :

- une part de 1 % fait l'objet de la répartition par France compétences mentionnée au 3° de l'article **L. 6123-5** ;
- pour la part restante de 0,30 %, un accord de branche étendu conclu entre les organisations syndicales de salariés et les organisations professionnelles d'employeurs concernés en détermine les modalités d'utilisation tenant compte notamment des besoins des publics prioritaires au titre de la politique de l'emploi.

Section 3 : Contribution dédiée au financement du compte personnel de formation pour les titulaires d'un contrat à durée déterminée

L. 6331-6

Ordonnance n°2021-797 du 23 juin 2021 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les employeurs s'acquittent d'une contribution dédiée au financement du compte personnel de formation égale à 1 % du revenu d'activité retenu pour le calcul des cotisations sociales des titulaires d'un contrat à durée déterminée mentionnées à l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale et à l'article L. 741-10 du code rural et de la pêche maritime.

Cette contribution est recouvrée dans les conditions prévues au I de l'article **L. 6131-3**, selon la périodicité applicable en matière de cotisations et de contributions de sécurité sociale. Elle est versée à France compétences selon les modalités prévues au I de l'article **L. 6131-4**.

Les contrats à durée déterminée ayant pour objet principal l'accès ou le maintien dans l'emploi des salariés par la formation professionnelle ou en alternance, dont la liste est fixée par décret et ceux visant les salariés